

## LA LISTE DES NOUVELLES PROMOTIONS AU SEIN DE L'ANP SERA ANNONCÉE INCESSAMMENT

# Vers de grands changements à la DCSA

**Comme le veut la tradition, à l'occasion de la célébration de la fête de l'Indépendance, la présidence de la République annoncera incessamment la liste des nouvelles promotions et des mises à la retraite au sein du Haut Commandement de l'Armée nationale populaire. Selon une source bien informée, ladite liste ne devrait pas comporter de grandes «surprises».**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - «Les grandes annonces et les grands mouvements au sein de l'institution militaire se font d'ailleurs toujours à l'occasion de la célébration de la fête nationale du 1<sup>er</sup> Novembre», explique notre source. Sauf que, exceptionnellement, deux grands corps de sécurité connaîtront tout de même quelques changements significatifs. Il s'agit d'abord du corps de la Gendarmerie nationale qui connaîtra, selon notre source, à l'occasion de la célébration de la fête de l'Indépendance, un vaste mouve-

ment des chefs de regroupement de wilaya.

C'est à cette même période de l'année, à savoir en début d'été, que ce genre de mouvement a toujours été effectué au sein de la Gendarmerie nationale et cela pour ne pas perturber la scolarité des enfants des responsables concernés par les mutations en question.

L'autre corps concerné par de notables changements n'est autre que la très sensible Direction centrale de la sécurité de l'armée, la DCSA. Des changements qui toucheraient la haute hiérarchie de la



Siège du ministère de la Défense nationale.

structure, nous confie-t-on de même source. On parle ainsi du départ du DCSA lui-même, le général Lakhdar Tirèche, qui serait admis à la retraite. Seraient également admis à la retraite les principaux collaborateurs de ce dernier.

Comme c'est un corps de sécurité, il s'agit généralement de «noms de guerre», tel le colonel Hassan du Scorate, le lieutenant-colonel Kamel, le commandant Ossama. On parle également de «l'admission à la retraite» du colo-

nel Boualem, responsable de la sécurité au niveau de l'hôpital militaire de Aïn-Naâdja à Alger.

Il faut rappeler que la DCSA, un corps qui dépend de l'état-major, est chargée, comme son nom l'indique du reste, de la sécurité au sein de l'armée, dans les casernes et de toutes les structures militaires, y compris du ministère de la Défense.

En d'autres termes, c'est la force de frappe de l'état-major et du ministère de la Défense nationale. A ne pas confondre avec les services de renseignement classiques chapeautés par le général Bachir Tertag et qui sont, eux, rattachés à la présidence de la République et ce, depuis la restructuration opérée au lendemain du départ du général de corps d'armée, Mohamed Médiène, dit Toufik.

K. A.

## 5 PAYS DE LA RÉGION LA DÉPLOIERONT AU MALI

# Une «armée antiterroriste» aux frontières sud de l'Algérie

**Un évènement de taille s'est déroulé hier dans la région. Cinq pays africains se sont réunis pour concrétiser le projet de mise en place d'une force militaire dans le Sahel pour combattre les groupes terroristes qui écumant le territoire et menacent les pays voisins. L'Algérie, qui porte un intérêt tout particulier à l'évolution de la situation dans cette zone, reste cependant silencieuse sur ce qui se déroule non loin de son territoire.**

**Abla Cherif - Alger (Le Soir)** - Politiques et médias étrangers présentent pourtant le pays comme partenaire indispensable, presque prioritaire dans les enjeux qui se déroulent au-delà de ses frontières sud. Le Président français, qui affirme en être à sa troisième conversation téléphonique avec son homologue algérien, utilise le terme de «parrain» pour qualifier le rôle joué par le pays dans la mise en place des processus de paix (au Mali notamment) destinés à éteindre le brasier dans la région.

Quelques jours seulement après sa prise de fonction à l'Elysée, Macron a fait savoir qu'il avait passé son premier coup de fil à Bouteflika et qu'une discussion autour de la nécessité de relancer rapidement l'accord de paix au Nord-Mali avait été engagée entre les deux Présidents. Macron informait également son homologue qu'il allait effectuer un déplacement au Mali.

L'affaire a eu lieu au tout début du mois de mai passé. Depuis, deux autres échanges téléphoniques ont à nouveau eu lieu entre les deux responsables, mettant même Alger dans un certain embarras qui a poussé la présidence de la République à confirmer ces échanges en publiant un communiqué officiel. Le texte s'est cependant passé de tout commentaire sur le fond du sujet.

Mercredi dernier, l'agence Reuters publiait une autre dépêche plus complète. Macron a de nouveau pris le téléphone pour remettre le sujet Mali sur le tapis. Selon la même source, «l'entretien a porté sur un ensemble de propositions concrètes visant à relancer le processus de paix au Mali (...)

le Président français a fait part de sa vision sur la possibilité de relancer cet accord de paix (...) l'Algérie est le parrain de cet accord et reste localement le pays qui assure la conduite des réunions du comité de suivi, il est donc logique que le pays soit consulté en amont de toute initiative pour relancer cet accord».

Mais Alger s'était à nouveau emmurée dans le silence. Position

tactique face à un dossier épineux ? Discretion volontaire dans une affaire où certains de ses principes (de non-ingérence surtout) pourraient se voir bafoués ? Ce qui est sûr, c'est que la conversation entre les deux Présidents s'est déroulée trois jours avant le Sommet du G5. Macron, qui participait à cette rencontre, est arrivé parmi les premiers à Bamako.

En présence des Présidents tchadien, mauritanien, nigérien, burkinabé et malien, il a salué «une dynamique, un mouvement de fond que la France, dit-il, est fière d'accompagner». Les cinq pays ont décidé de mettre en œuvre le projet de déploiement de 5 000 hommes pour lutter contre les groupes terroristes qui gangrèment la région. Basée au Mali,

cette force s'ajoutera aux soldats français mobilisés dans le cadre de l'opération Barkhane et à la Minusma (Mission de l'ONU) déjà présente depuis cinq ans sur les lieux.

Dans le projet africain, il est prévu que les effectifs à déployer seront renforcés par un nombre égal de militaires (africains) à terme. Approuvée en juin dernier par le Conseil de sécurité des Nations-Unies, l'idée nécessite des fonds que Macron s'est promis de réunir grâce à ses partenaires européens et une aide éventuelle de l'ONU. L'Union européenne, a-t-il fait savoir, a déjà débloqué 50 millions d'euros. L'opération globale nécessite 450 millions de dollars, a déclaré de son côté le MAE malien. La réunion du G5 intervient alors

que la région du Sahel continue à subir les coups des groupes terroristes. Le pays le plus visé demeure le Mali où d'importantes étendues sont toujours incontrôlées par les forces militaires sur place.

Les pays voisins, dont l'Algérie, savent pertinemment que le phénomène menace y compris leur territoire.

Selon une information rapportée par plusieurs agences de presse étrangères, le principal groupe terroriste de la région a lancé un geste de défi au G5 quelques heures seulement avant l'ouverture du sommet.

Une vidéo diffusant les images de six étrangers enlevés au Mali et au Burkina Faso entre 2011 et 2017 leur a été adressée...

A. C.

## BAC

# Les résultats affichés la fin du mois pour les deux sessions

**Le ministère de l'Éducation a annoncé hier que les résultats du bac seront proclamés vers la fin de ce mois de juillet pour les deux sessions, sans préciser une date exacte. Au préalable, les résultats devaient être annoncés le 15 juillet pour la première session.**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - Dans un communiqué affiché sur les réseaux sociaux, le ministère de l'Éducation a indiqué que les candidats concernés par la session du bac spéciale peuvent retirer leur convocation à partir de demain, via le site de l'Onec. Ces derniers, souligne le communiqué, vont devoir accéder au site à travers le nom et le code secret utilisés lors de la première session.

Cette session spéciale, poursuit-on, touche les candidats retardataires et les absents qui sont au total 104 036. Les 299 centres d'examen mobilisés pour la session du 13 juillet prochain, seront ouverts dans les chefs-lieux de wilayas à l'ordre de 3 à 8 centres par wilaya. Cependant, les candi-

dates de la première session refusent d'attendre la fin du mois pour la proclamation des résultats.

Ces derniers ont affiché leur colère sur les réseaux sociaux et interpellent la première responsable du secteur à rendre public les résultats comme convenu, soit le 15 juillet prochain.

Certaines voix réclament à ce que les recalés de la première session aient une deuxième chance aussi pour participer dans cette deuxième session.

Ces candidats s'interrogent sur le principe de l'égalité des chances soulevé par la ministre de l'Éducation depuis le début des épreuves du bac en juin dernier.

D'autant que les corrections des copies des candidats de la



Photo : NewPress

première session seront finalisées avant la fin de la semaine en cours.

A ce propos, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, a indiqué hier que la session spéciale du baccalauréat 2017 «n'aura aucune incidence» sur les prochaines inscriptions universitaires.

Dans une déclaration en marge de la clôture de la session parle-

mentaire, M. Hadjar a assuré que la session spéciale du baccalauréat au profit des exclus de la session initiale pour cause de retard «n'aura aucune incidence sur les prochaines inscriptions universitaires».

Les inscriptions universitaires pour les lauréats du baccalauréat 2017 «étaient initialement prévues du 2 au 11 septembre». Cette date est maintenue, a-t-il affirmé.

S. A.